

Questions orales

Nous avons vu l'économie ralentir et les pressions inflationnistes diminuer, et nous avons décidé de réduire les taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt aura un effet positif dans tout le pays. C'est ce que notre gouvernement fait pour améliorer la situation.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ce matin, lorsque la presse lui a demandé si nous étions en récession, il a dit que toute cette discussion était stupide.

Les Canadiens voudront savoir pourquoi il refuse de prononcer ce mot qui commence par la lettre «r». Ils ne vont pas lui en vouloir s'il énonce les faits et prononce le mot «récession». Pourquoi ne veut-il pas le dire? Pourquoi ne veut-il pas l'admettre?

Je répète ma question: Pourquoi le ministre des Finances ne veut-il pas admettre que nous sommes en récession?

[Français]

Pourquoi le ministre n'est-il pas prêt à admettre qu'il y a une récession créée par ses politiques? Oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition essaie, de façon très gauche, de couper les cheveux en quatre.

J'essaie de faire face aux réalités économiques actuelles.

• (1420)

Ces réalités sont très claires. J'en ai parlé bien avant le chef de l'opposition. J'ai dit, dans mon budget, que 1990 serait une année difficile.

Nous devons faire baisser les pressions inflationnistes afin de pouvoir voir une réduction des taux d'intérêt. À mesure que les taux d'intérêt diminueront, nous pourrions nous remettre sur le chemin de la croissance pour l'avenir. C'est la politique que nous suivons. Elle est logique et sera efficace.

[Français]

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, les Canadiens n'ont pas créé la récession. Les politiques du ministre des Finances et de son gouvernement conservateur ont eu pour résultat que tous les Canadiens, sauf le ministre des Finances, savent qu'on

est dans une récession. Maintenant, la question que je veux poser, monsieur le Président, est la suivante: Est-ce que, finalement, le ministre des Finances est prêt à se tenir debout comme un homme et, honnêtement, à dire aux Canadiens que, oui, nous sommes dans une récession? C'est tout ce que nous voulons savoir, le savez-vous?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député parle par paraboles. Il pourrait peut-être soulever les vraies questions.

Le principal critique financier du Parti libéral a-t-il des propositions à nous faire sur la façon de traverser cette période? Va-t-il répondre d'une façon ou d'une autre à ce que le Conseil canadien des chefs d'entreprises a déclaré aujourd'hui sur la façon de réduire le déficit?

Le Parti libéral est-il disposé à se pencher sur ces questions, ou va-t-il se contenter de poser des questions qui n'ont rien à voir avec la situation qui nous préoccupe?

Les Canadiens souhaitent que les partis politiques et les politiciens expliquent de façon honnête comment nous allons nous sortir de la période difficile dont j'ai parlé, toute cette année? Voilà la question à laquelle le député devrait répondre.

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, le ministre des Finances examine la question depuis cinq ans maintenant. Il a refusé d'écouter les premiers ministres provinciaux et les entreprises canadiennes. Il n'a pas voulu entendre les Canadiens qui lui ont dit à je ne sais combien de reprises que sa politique de taux d'intérêt élevés menait le pays à la récession.

J'en ai assez d'entendre le ministre des Finances et . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je suppose que les députés ont entendu la question.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense qu'il y a une chose qui est tout à fait claire et que la plupart des Canadiens reconnaissent. S'il y a une récession, un libéral saura s'en apercevoir. Étant donné qu'on leur doit la pire récession en 55 ans, les libéraux savent exactement ce qu'est une récession.